



Nous commencerons par saluer la mémoire de nos deux collègues, Samuel Paty et Dominique Bernard, victimes du terrorisme islamiste, assassinés pour avoir fait leur métier. Ils ont payé de leur vie la remise en cause du rôle essentiel de l'École, l'émancipation de la jeunesse, ce qui est insupportable aux yeux de tous les obscurantistes. Le traumatisme est vivant dans toute la communauté éducative et une nouvelle fois, malheureusement, les modalités d'hommage sont très en deçà de notre émotion et du respect dû à leur mémoire. L'institution se doit de protéger les écoles, les établissements, tous les personnels, de toutes les pressions idéologiques, c'est ce que nous attendons d'elle, en toute circonstance.

La crise politique majeure qui frappe notre pays actuellement est à la fois le fruit de trop nombreuses années de politiques libérales, rejetées par le peuple français, notamment lors des législatives de juin 2024, et le résultat d'un déni démocratique de la part du Président Macron qui s'accroche à un exercice solitaire et autoritaire du pouvoir. L'extrême droite est aux portes du pouvoir, il faut arrêter de jouer avec le feu.

Les mobilisations du 10 septembre, du 18 septembre et du 2 octobre ont témoigné de la colère de la population, à commencer par les agent-es de la Fonction Publique, face à l'obstination du Président de la République d'imposer une politique de casse sociale. Pour la FSU, l'exigence de justice sociale, fiscale et environnementale doit être entendue et un tout autre budget que celui esquissé jusqu'à maintenant doit voir le jour. Le gouvernement Lecornu 2 l'entendra-t-il ?

Dans l'Éducation nationale, la nomination d'Edouard Geffray, artisan de réformes massivement rejetées par les personnels depuis 2019, est un mauvais signal envoyé à la profession. Alors qu'un changement radical de cap est attendu, l'arrivée de l'ancien DGESCO de Jean-Michel Blanquer sonne bien comme une provocation.

L'intérêt général doit primer afin de sauvegarder et de développer les Services publics, notamment celui de l'Éducation nationale, en arrêtant les suppressions de postes, en augmentant les salaires, en améliorant les conditions de travail de tous les personnels, en confortant l'emploi statutaire et en l'ouvrant aux AESH et en proposant de bien meilleures conditions d'apprentissage aux élèves.

Fermetures de Services publics, gel du point d'indice, des salaires et des pensions, réductions des dotations des associations... les baisses de budget touchent en premier lieu les femmes, comme l'a démontré la tribune « l'austérité budgétaire est sexiste » dont la FSU est signataire. Le plan académique d'action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes que nous devons voter aujourd'hui a donc une portée symbolique et surtout très concrète pour nos collègues. Si nous partageons une grande majorité des analyses et des objectifs décrits dans les différents axes du plan sur lesquels nous avons pu nous pencher lors des différents groupes de travail, le manque criant de moyens mis au service de cette cause soi-disant prioritaire du MEN ne permettra pas de progrès. Nous avons précisé il y a 3 ans et demi la vigilance que nous porterions à la réalisation du plan précédent, force est de constater que bien peu de choses ont évolué, à l'exception du respect de la parité dans l'établissement des promotions. Sans réels engagements financiers, de moyens humains, de personnels formés en nombre sur le temps de travail en présentiel, ce que nous avons demandé lors des GT, ce plan 2025-2027 connaîtra certainement le même sort : de beaux engagements qui resteront peu efficaces.

Sur le champ de l'EPS, la grande enquête gymnase-score à laquelle 100% des établissements du 2nd degré de notre académie ont répondu révèle les grandes inégalités existant sur notre territoire. Ces résultats nous obligent, et nous demandons à l'État de prendre la mesure de l'urgence à établir un plan de rénovations et de constructions d'installations sportives de qualité. Par ailleurs, le projet de programmes d'EPS publié en septembre 2025 n'est pas à la hauteur des enjeux d'acquisition d'une culture physique sportive et artistique émancipatrice. Nous continuons à nous opposer à la classification par champs d'apprentissages et demandons une organisation par groupes d'APSA. De même, les programmes disciplinaires doivent donner à voir des repères de progressivité en fonction du nombre de cycles de pratiques dans chaque APSA. Enfin, nous revendiquons un retour à des repères nationaux par APSA pour le DNB et au baccalauréat afin d'avoir une visée commune ambitieuse pour tous les élèves. Charge ensuite à chaque enseignant·e concepteur·trice de ces enseignements de proposer le chemin pour y parvenir.

En EPS, comme dans toutes les disciplines, les prescriptions professionnelles doivent cesser et les enseignant·es doivent pouvoir exercer leur liberté pédagogique reconnue par le code de l'Éducation. L'offensive en cette rentrée qui vise à normer l'évaluation des élèves, sur la base d'une circulaire sans valeur juridique de la ministre démissionnaire, doit notamment cesser. La perte de confiance dans l'institution, la perte de sens de nos métiers, la crise d'attractivité, l'imposent.